



Notes

- 1 Des informations détaillées, par région, sur les tendances à court terme de la sous-alimentation sont présentées dans Division de la statistique de la FAO. 2006. *Food deprivation trends: mid-term review of progress towards the World Food Summit target*. Document de travail WP007e (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/faostat/foodsecurity/Files/WP007e.pdf>).
- 2 Les pays industrialisés sont notamment les suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède. Les chiffres de la sous-alimentation dans ces pays sont des estimations par groupe de pays et non par pays.
- 3 Tout au long de la présente publication, les expressions «part de la population sous-alimentée» et «prévalence de la sous-alimentation» sont utilisées indistinctement et désignent la proportion (en pourcentage) de la population souffrant de sous-alimentation.
- 4 Les pages 14 à 27 contiennent davantage d'informations sur les tendances de la sous-alimentation au sein de chaque région.
- 5 La période de référence de la FAO pour mesurer les progrès réalisés est 1993-95.
- 6 Vu la taille de leurs populations, la Chine, l'Inde et le Nigéria sont considérés comme des sous-régions distinctes; il en va de même pour le Mexique.
- 7 Pour plus de détails sur les projections et les méthodes utilisées, voir la publication FAO. 2006. *World agriculture: towards 2030/2050. Interim report. Prospects for food, nutrition, agriculture and major commodity groups*. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/es/esd/AT2050web.pdf>).
- 8 Le SMA a fixé un objectif mondial et non pas régional ou national. Par conséquent, il n'est pas correct, au sens strict, de dire qu'une région réalise cet objectif. Ce terme est employé ici pour indiquer la réduction nécessaire pour qu'une région apporte sa «juste part» à la réalisation de l'objectif. Il en va de même pour l'Objectif 1 du Millénaire pour le développement.
- 9 Les projections démographiques sont extraites de la publication des Nations Unies 2003 *World population prospects - the 2002 revision*, New York, États-Unis. Les projections de la croissance économique proviennent de la publication de la Banque mondiale. 2006. *Global Economic Prospects 2006*, Washington.
- 10 Ni la Malaisie ni la République de Corée n'ont enregistré de recul de la prévalence de la sous-alimentation; toutefois dans ces deux pays les niveaux sont déjà très faibles.
- 11 J.Y. Lin. 1997. Le rôle de l'agriculture dans le processus de transition en Chine. Dans J. Kydd, S. Davidova, M. Mackay et T. Mech, édés. *The role of agriculture in the transition process towards a market economy. Proceedings of a Symposium conducted in association with the Südost Institute and the Thyssen Foundation*. Étude économique n° 9. New York et Genève, Nations Unies.
- 12 C. Findlay. 2005. *China: country assistance evaluation agriculture sector*, p. 1-4. Washington, The World Bank Operations Evaluation Department. Banque mondiale.
- 13 Organisation de coopération et de développement économiques. 2005. *Agricultural policy reform in China*. Note de synthèse. Paris.
- 14 Récemment, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de nouveau, passant de 134 millions à 150 millions de 1997-99 à 2001-03, bien que cette période soit trop courte pour pouvoir établir une tendance.
- 15 S. Rozelle et Jikun Huang. 2005. Développement rural en Chine: nouveaux défis dans un nouveau paysage. Dans L. Brandt, T. Rawski et G. Lin, édés. *China's economy: retrospect and prospect*. Rapport spécial du Programme Asie n° 129. Washington, Woodrow Wilson International Center.
- 16 Le Cambodge et l'Inde ont enregistré une réduction du nombre de personnes sous-alimentées ces dernières années (de 1997-99 à 2001-03), mais, comme en Chine, cette période est trop courte pour pouvoir établir une tendance. Au Cambodge, la réduction va de 5,7 millions à 4,6 millions de personnes (19,3 pour cent) et en Inde de 223 millions à 212 millions de personnes (4,9 percent).
- 17 Le Mexique est considéré comme une sous-région, distincte de l'Amérique centrale.
- 18 Pour une analyse du rôle des inégalités dans la région, se reporter à Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). 2005. *The Millennium Development Goals: a Latin American and Caribbean perspective*, (p. 38-50) Santiago.
- 19 Banque mondiale. 2002. *Reaching the rural poor in the Middle East and North Africa Region*. Washington.
- 20 Comme l'Éthiopie et l'Érythrée n'étaient pas encore deux entités distinctes en 1990-92, les progrès dans chacun de ces pays sont mesurés par rapport à la période de référence 1993-95.
- 21 Pour la composition de la région et des diverses sous-régions, prière de se référer au Tableau 1, page 32.
- 22 Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie.
- 23 Pour surveiller les tendances de la réduction de la faim dans les pays en transition vers une économie de marché, la FAO se base sur la moyenne des années 1993-95 qui est une période de référence plus appropriée que la période 1990-92 utilisée pour les autres groupes de pays.
- 24 Nations Unies. 2005. *The Millennium Development Goals Report 2005*. New York (disponible à l'adresse suivante: <http://unstats.un.org/unsd/mi/pdf/MDG%20Book.pdf>).
- 25 Nations Unies. 2006. *Millennium Indicators Database* (disponible à l'adresse suivante: http://unstats.un.org/unsd/mi/mi_worldmillennium_new.asp).
- 26 Les données se réfèrent à 2004. Banque mondiale, 2006. *World Development Indicators 2006*. Washington.
- 27 Cela suppose des réductions numériques annuelles constantes. Pour atteindre l'objectif en suivant un taux exponentiel, il faudra obtenir une réduction de 42 millions durant la première année, tombant à 22 millions la dernière année.

- 28 Pour une analyse plus détaillée des tendances passées et du programme futur, se reporter à FAO. 2006. *Eradicating extreme poverty and hunger: towards a coherent policy agenda*, par P. Pingali, K. Stamoulis et R. Stringer. Document de travail ESA n° 06-01 (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/008/af839e/af839e00.htm>).
- 29 La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, entérinée en mars 2005, préconise: la propriété (c'est-à-dire que l'aide devrait refléter les priorités des bénéficiaires plutôt que celles des donateurs), l'action commune (c'est-à-dire que l'aide devrait être alignée sur les cycles budgétaires des pays bénéficiaires et épauler les stratégies et programmes nationaux) et l'harmonisation (c'est-à-dire qu'il devrait y avoir une plus grande coordination entre les donateurs pour exploiter les complémentarités, tout en simplifiant les procédures de déboursement).
- 5 M. Flores, A. Bratescu, J. Octavio Martínez, J.A. Oviedo et A. Acosta. 2002. *Centroamérica: el impacto de la caída de los precios del café*. CEPALC Serie Estudios y Perspectivas no 9 (disponible à l'adresse suivante: <http://www.eclac.cl/publicaciones/Mexico/7/LCMEXL517/L517.pdf>).

Notes pour l'encadré sur le Guatemala à la page 19

- 1 CEPALC. 2005. *The Millennium Development Goals: a Latin American and Caribbean perspective*. Santiago.
- 2 Ces estimations doivent être interprétées avec prudence car la dernière prospection terrestre exhaustive remonte à 1979. Des enquêtes plus récentes indiquent une augmentation des inégalités foncières. Se reporter à R. Krznaric. 2005. *The limits on pro-poor agricultural trade in Guatemala: land, labour and political power*. Human Development Report Office Occasional Paper 2005/17 (disponible à l'adresse suivante: http://hdr.undp.org/docs/publications/background_papers/2005/HDR2005_Krznaric_Roman_17.pdf).
- 3 CEPALC. 2005. *Social panorama of Latin America*, p. 116-117. Santiago.
- 4 OCHA-Geneva Natural Disaster Highlights, n° 4 - Avril 2006 (disponible à l'adresse suivante: <http://www.reliefweb.int/library/documents/2006/ocha-gen-30apr.pdf>).



L'Initiative SICIIV et les objectifs de la réduction de la faim

En tant que membre actif de la communauté œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire, j'ai lu le rapport de cette année sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* avec un sentiment d'indignation. Le rapport est d'autant plus décourageant que, malgré l'engagement que nous avons pris en 1996 de réduire de moitié le nombre des personnes souffrant de la faim d'ici 2015, nous avons en réalité fait marche arrière après le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, 23 millions de personnes ayant grossi les rangs des victimes de la faim entre 1995-97 et 2001-03. Ce piètre constat signifie que nous avons perdu tout le bénéfice des progrès réalisés pendant la première moitié de la décennie, qui avaient mis 26 millions de personnes à l'abri de la faim. Le rapport fait observer que nous aurions pu faire nettement mieux dans la lutte contre la faim.

Depuis 1996, il y a eu la Déclaration du Millénaire, le suivi du Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, en 2002, et l'engagement de concrétiser le droit à l'alimentation tel qu'énoncé dans les Directives volontaires, adoptées en 2004. Si nous voulons honorer nos engagements, il nous faudra progresser à un rythme nettement plus soutenu dans la lutte contre la faim et faire bien plus que ce nous avons réalisé depuis le Sommet mondial de l'alimentation. Paradoxalement, les pays à forte croissance démographique qui ont réussi à *freiner* l'accroissement du nombre de personnes victimes de la faim agissent encore dans la bonne direction pour essayer de tenir l'engagement pour le Millénaire; nombre de ces pays ne font pas assez de progrès vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, qui requiert une réduction dans le nombre absolu des victimes de la faim. Dans l'ensemble, pour atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de la faim, il nous faudra progresser deux fois plus vite qu'au rythme actuel. Pour réaliser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, il faudra faire baisser **chaque année** le nombre de personnes sous-alimentées dans des proportions au moins 10 fois supérieures à celles de la période allant de 1990-92 à 2001-03.

Ce rapport devrait être un rappel à l'ordre pour chacun d'entre nous. Les conclusions qu'il présente sont d'autant plus sombres et déprimantes qu'il y a quelques mois, il a été établi que les personnes obèses sont maintenant plus nombreuses que les personnes qui ont faim. Nous avons connu quelques grandes réussites pendant les années 90, mais force est de constater que de façon générale, notre travail au service de la sécurité alimentaire n'a pas été à la hauteur de nos ambitions.

Réduire radicalement le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015, et même réaliser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, n'est pas hors de portée - de 1979-81 à 1990-92, plus de 100 millions de personnes ont été libérées de la faim. Les organisations œuvrant dans le domaine du développement doivent faire en sorte que le combat contre la faim soit mis au moins au même rang que le combat contre la pauvreté. L'une des conditions nécessaires à la vie est précisément d'échapper à l'emprise de la faim. En qualité de citoyens de nos pays, disposant du droit de vote, nous sommes tenus de veiller à ce que nos gouvernants s'engagent dans la lutte contre la faim, à l'intérieur comme au-delà de nos frontières.

J'ai pour habitude d'utiliser cet espace pour faire le point sur l'Initiative SICIIV. Nous avons récemment achevé de planifier nos activités, en nous attachant à réoutiller et à redynamiser notre partenariat international dans le secteur de la sécurité alimentaire. Le plan d'activités que nous avons préparé fait actuellement l'objet de discussions entre nos membres. J'attends avec intérêt de pouvoir vous annoncer quelles seront les modalités de fonctionnement de la nouvelle initiative interinstitutions et la mission spécifique qui lui sera confiée dans la lutte contre la faim.

Lynn Brown (Banque mondiale)
Présidente, GTI-SICIIV

Les membres du GTII-SICIIV comprennent des organismes d'aide bilatérale et des agences techniques, des organismes des Nations Unies et de Bretton Woods, des organisations internationales de recherche agricole, des organisations internationales non gouvernementales et des organisations régionales. Pour obtenir un complément d'information sur le SICIIV et ses membres, consulter le site web www.fivims.net ou envoyer un courriel à l'adresse FIVIMS-Secretariat@fao.org



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

Dix ans se sont écoulés depuis que le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) tenu à Rome s'est engagé à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées avant 2015, et en octobre 2006 le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO procédera à un examen à mi-parcours des progrès accomplis dans cette voie. À cette occasion, la huitième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* examine également la situation par rapport à l'objectif du SMA.

La principale conclusion est que nous n'avons pas avancé en matière de réduction de la faim. Le nombre de personnes sous-alimentées vivant dans les pays en développement n'a pas diminué par rapport à 1990-92, période de référence pour mesurer les progrès accomplis en matière de réduction de la faim. Plusieurs pays ont effectivement progressé, mais dans de nombreux autres le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté.

Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'objectif de réduction de la faim qui fait partie de l'Objectif du Millénaire pour le développement n° 1, lequel plaide pour une réduction de moitié de la proportion de personnes sous-alimentées avant 2015, et les perspectives pour atteindre l'OMD sont assez prometteuses. En revanche, l'objectif plus ambitieux du SMA ne sera pas atteint sans une intensification considérable des efforts pour réduire la faim.

Le rapport présente une vue d'ensemble des progrès et reculs enregistrés dans les diverses régions et quelques-uns des obstacles auxquels se heurte l'action contre la faim, ainsi que les défis qui restent à relever. Il souligne la nécessité urgente d'élargir les zones de progrès pour espérer atteindre l'objectif du SMA.

La dernière section de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* met en lumière quelques-unes des leçons tirées des efforts passés et propose les grandes lignes d'un programme pour accélérer les progrès. Elle se termine par un appel à une intensification de l'action et souligne que s'il existe une volonté politique suffisante, l'objectif du SMA **peut** être atteint.



ISBN 92-5-205580-0



9 789252 055808

TC/M/A0750F/1/10.06/2500